



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

n° 60 du 21 avril 2022

SOMMAIRE

PREFECTURE 44

DDPP - Direction départementale de la protection des populations

Arrêté préfectoral DDPP/SPA/2022/n°744 organisant le dépeuplement des volailles palmipèdes et dindes au sein de la zone réglementée de Loire-Atlantique en vue de prévenir la diffusion de l'influenza aviaire.

DCPPAT – Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

Arrêté modificatif n° 4 du 21 avril 2022 portant composition de la commission consultative de l'environnement pour l'aéroport de Nantes-Atlantique (mandat 2020-2023).



**Arrêté DDPP/SPA/2022/n°744
organisant le dépeuplement des volailles palmipèdes et dindes au sein de la zone
réglementée de Loire-Atlantique en vue de prévenir la diffusion de l'influenza aviaire**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

VU le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

VU le Règlement (UE) 2016/429 du Parlement Européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale, notamment son article 65 ;

Vu le Règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci, notamment son article 22 ;

VU le Règlement d'exécution (UE) 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 223-4 et L. 223-6-1 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant M. Didier MARTIN, préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire Atlantique (hors Classe) ;

VU l'arrêté du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus et des produits détruits sur ordre de l'administration ;

VU l'arrêté du 10 septembre 2001 modifié fixant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires, maladie de Newcastle et influenza aviaire ;

VU l'arrêté du 14 mars 2018 relatif aux mesures de prévention de la propagation des maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;

VU l'arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

VU l'arrêté du 29 septembre 2021 définissant les zones à risque de diffusion du virus de l'influenza aviaire.

VU l'arrêté préfectoral N°671 déterminant un périmètre réglementé à la suite de déclarations d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène dans le département de la Loire Atlantique ;

CONSIDÉRANT les avis de l'Anses n° 2020-AST-0179, n°2021-SA-0022 et n°2021-SA-0023 et la nécessité de procéder à un dépeuplement préventif ;

CONSIDÉRANT que les élevages sont situés dans un périmètre réglementé à la suite de déclarations d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène ;

CONSIDÉRANT le caractère extrêmement contagieux et grave de l'influenza aviaire hautement pathogène ;

CONSIDÉRANT la nécessité de prendre de mesures de lutte complémentaires pour réduire le risque de diffusion du virus dans les élevages de type dépeuplement préventif dans le périmètre réglementé ;

CONSIDÉRANT le rôle des palmipèdes et dindes dans la diffusion et le maintien du virus ;

CONSIDÉRANT l'urgence sanitaire à agir ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Il est procédé au dépeuplement préventif des établissements détenant des volailles, palmipèdes et dindes, situées dans les communes listées en annexe au présent arrêté (zone de protection et zone de surveillance). L'ensemble des élevages concernés est placé sous la surveillance du Directeur départemental chargé de la protection des populations et du vétérinaire sanitaire de l'exploitation.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté entraîne l'application des mesures suivantes dans toutes les unités d'élevage de volailles de l'ensemble des sites des exploitations visées à l'article 1 :

1. Le recensement de toutes les catégories d'animaux présentes sur le site d'exploitation et le relevé de tous les stocks de lisier, fumier, déchets d'origine animale, aliments pour animaux et litière se trouvant sur le site d'exploitation ;
2. L'abattage ou la mise à mort de l'ensemble des volailles détenues dans les unités d'élevage de l'exploitation dans un délai de 6 jours suivant la prise du présent arrêté. Le délai de 6 jours peut être prolongé en cas de difficulté technique rencontrée par l'éleveur sur demande adressée au Directeur départemental chargé de la protection des populations.

Le dépeuplement s'organise en fonction des lots d'animaux :

- a. Engagement sans délai des opérations d'abattage des lots valorisables (abattage au sein de la zone réglementée Pays de la Loire), ces lots ne font pas l'objet d'un abattage sur ordre de l'administration.

- b. Réforme accélérée de certains lots non finis (exemples : envoi à l'abattoir de lots de jeunes canards à partir du poids de de 2,2 kg)
- c. Pour lots d'animaux très jeunes restant, mise en œuvre d'une solution d'euthanasie in situ.

Pour les cas b, et c, les lots font l'objet d'un abattage ou d'une mise à mort sur ordre de l'administration, les exploitations concernées se signalent à la direction départementale de la protection des populations afin que soit établi l'arrêté ordonnant cet abattage et ouvrant droit à une indemnisation.

3. La réalisation de prélèvements pour recherche virologique sur 60 oiseaux par écouvillon trachéal avant ou après mise à mort sur place ou avant transport vers le site de mise à mort ou d'abattage ;
4. Ces opérations doivent être effectuées de manière à éviter tout risque de propagation de l'influenza aviaire, réalisées sur le site de détention des animaux ou sur un site désigné par le Directeur départemental chargé de la protection des populations.
5. Aucune volaille et aucun autre oiseau captif ne doit entrer dans l'exploitation ou en sortir. Le Directeur départemental chargé de la protection des populations peut accorder des dérogations individuelles pour la sortie des oiseaux des ateliers épidémiologiquement distincts, sur demande, avec l'émission d'un laissez-passer.
6. Aucun produit ou sous-produit issu de volailles (cadavre, œufs, viande provenant de volailles ou d'autres oiseaux captifs y compris les abats, aliment pour volailles, déjection, fumier, lisier, litière de volailles ou d'autres oiseaux captifs, lisier, aucune litière) ou objet susceptible de propager l'influenza aviaire ne doit sortir de l'exploitation, sauf autorisation délivrée par le Directeur départemental chargé de la protection des populations qui prescrit les mesures à prendre pour éviter la propagation de la maladie.
7. L'accès à l'exploitation est interdit à toute personne autre que le propriétaire, les personnes chargées des soins aux animaux, le vétérinaire sanitaire, les agents des services vétérinaires ou les personnes expressément autorisées par le Directeur départemental chargé de la protection des populations.
8. Des moyens de désinfection appropriés pour les véhicules, les personnes et les matériels, sont utilisés aux entrées et sorties de l'exploitation et des bâtiments.
9. Toute personne autorisée à pénétrer dans l'exploitation doit porter des bottes ou des surbottes. Toute personne autorisée à sortir de l'exploitation doit auparavant changer de vêtements, à moins qu'elle n'ait revêtu, avant d'entrer, une combinaison de protection et des surbottes qui seront laissées sur place. Si elle porte des bottes, celles-ci sont désinfectées à la sortie de l'exploitation.

Tout véhicule autorisé à sortir de l'exploitation est lavé avec un produit détergent et ses roues sont désinfectées à l'aide d'un produit actif contre le virus. En cas d'utilisation d'un rotoluve, la solution est maintenue propre. Elle est changée dès que nécessaire.

ARTICLE 3 : Selon les résultats des investigations prévues à l'article 2 alinéa 3, le présent arrêté sera :

- soit complété par un arrêté préfectoral portant déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène de l'élevage concerné si les investigations menées concluent à la détection d'un virus influenza aviaire hautement pathogène ;
- soit levé suite à la réalisation des mesures de nettoyage et désinfection des locaux et des parcours extérieurs dans l'ensemble des exploitations listées.

ARTICLE 4 : Conformément aux arrêtés susvisés du 10 septembre 2001 et du 30 mars 2001 susvisés, l'État indemnise les propriétaires des animaux et des denrées et produits détruits sur ordre de l'administration, sous réserve du respect des réglementations applicables à l'activité de l'exploitation ; l'expertise se fera *a posteriori*.

Article 5 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par des procès-verbaux ; elles sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois suivant sa notification, d'un recours gracieux auprès du Préfet, d'un recours hiérarchique auprès du Ministère en charge de l'Agriculture ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent via le site www.telerecours.fr. Les recours gracieux ou hiérarchiques prolongent le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite. Aucune de ces voies de recours ne suspend l'application de la présente décision.

Article 7 :

Le Secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, les maires des communes concernées, le vétérinaire sanitaire sont responsables, chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Loire-Atlantique.

NANTES, le 20 avril 2022
Pour le préfet et par délégation
le sous-préfet, directeur de cabinet

François DRAPÉ

ANNEXE : LISTE DES COMMUNES EN ZONE RÉGLEMENTÉE

COMMUNES EN ZP

| | |
|------------------------------|-------|
| ABBARETZ | 44001 |
| AIGREFEUILLE SUR MAINE | 44002 |
| ANCENIS | 44003 |
| BOUSSAY | 44022 |
| CHAUMES EN RETZ | 44005 |
| CHAUVE | 44038 |
| CLISSON | 44043 |
| CORCOUE SUR LORGNE | 44156 |
| CORDEMAIS | 44045 |
| FROSSAY | 44061 |
| GENESTON | 44223 |
| GETIGNE | 44063 |
| JOUE-SUR-ERDRE | 44077 |
| LA BERNERIE EN RETZ | 44012 |
| LA BOISSIERE DE DORE | 44016 |
| LA CHEVROLIERE | 44041 |
| LA LIMOUZINIÈRE | 44083 |
| LA MARNE | 44090 |
| LA PLAINE SUR MER | 44126 |
| LA PLANCHE | 44127 |
| LA REGRIPIÈRE | 44140 |
| LA REMAUDIÈRE | 44141 |
| LA ROCHE-BLANCHE | 44222 |
| LE LANDREAU | 44079 |
| LE TEMPLE DE BRETAGNE | 44203 |
| LEGE | 44081 |
| LES MOUTIERS EN RETZ | 44106 |
| LOIREAUXENCE | 44213 |
| MACHECOUL SAINT-MEME | 44087 |
| MAUMUSSON | 44093 |
| MONTBERT | 44102 |
| NORT-SUR-ERDRE | 44110 |
| NOZAY | 44113 |
| PANNECE | 44118 |
| PAULX | 44119 |
| PORNIC | 44131 |
| PREFAILLES | 44136 |
| REMOUILLE | 44142 |
| RIAILLE | 44144 |
| SAINT AIGNAN DE GRANDLIEU | 44150 |
| SAINT COLOMBAN | 44155 |
| SAINT ETIENNE DE MER MORTE | 44157 |
| SAINT ETIENNE DE MONTLUC | 44158 |
| SAINT HILAIRE DE CHALEONS | 44164 |
| SAINT HILAIRE DE CLISSON | 44165 |
| SAINT LUMINE DE CLISSON | 44173 |
| SAINT LUMINE DE COUTAIS | 44174 |
| SAINT MARS DE COUTAIS | 44178 |
| SAINT MICHEL CHEF CHEF | 44182 |
| SAINT PHILBERT DE GRAND LIEU | 44188 |
| SAINT VIAUD | 44192 |
| SAINTE PAZANNE | 44186 |
| TEILLE | 44202 |
| TOUVOIS | 44206 |
| TREFFIEUX | 44208 |

| | |
|---------------------|-------|
| VAIR-SUR-LOIRE | 44163 |
| VALLET | 44212 |
| VIEILLEVIGNE | 44216 |
| VIGNEUX DE BRETAGNE | 44217 |
| VILLENEUVE EN RETZ | 44021 |

COMMUNES EN ZS

| | |
|----------------------------|-------|
| BASSE GOULAINÉ | 44009 |
| BESNE | 44013 |
| BLAIN | 44015 |
| BOUAYE | 44018 |
| BOUÉE | 44019 |
| BOUGUENAIS | 44020 |
| BOUVRON | 44023 |
| BRAINS | 44024 |
| CAMPBON | 44025 |
| CARQUEFOU | 44026 |
| CASSON | 44027 |
| CHATEAU THEBAUD | 44037 |
| CHEIX EN RETZ | 44039 |
| CONQUEREUIL | 44044 |
| CORSEPT | 44046 |
| COUÉRON | 44047 |
| COUFFE | 44048 |
| DERVAL | 44051 |
| DIVATTE SUR LOIRE | 44029 |
| DONGES | 44052 |
| ERBRAY | 44054 |
| FAY DE BRETAGNE | 44056 |
| GORGES | 44064 |
| GRAND AUVERNE | 44065 |
| GRAND CHAMPS DES FONTAINES | 44066 |
| GUÉMÈNE PENFAO | 44037 |
| HAUTE GOULAINÉ | 44071 |
| HERIC | 44073 |
| INDRE | 44074 |
| ISSE | 44075 |
| JANS | 44076 |
| LA CHAPELLE HEULIN | 44032 |
| LA CHAPELLE-GLAIN | 44031 |
| LA CHAPELLE-LAUNAY | 44033 |
| LA CHAPELLE SUR ERDRE | 44035 |
| CHATEAUBRIAND | 44036 |
| LA CHEVALERAI | 44221 |
| LA GRIGONNAIS | 44224 |
| LA HAIE FOUASSIÈRE | 44070 |
| LA MEILLERAYE-DE-BRETAGNE | 44095 |
| MOISDON-LA-RIVIÈRE | 44099 |
| LA MONTAGNE | 44101 |
| LAVAU-SUR-LOIRE | 44080 |
| LE BIGNON | 44014 |
| LE CELLIER | 44028 |
| LE GAVRE | 44062 |
| LE LOROUX BOTTEREAU | 44084 |
| LE PELLERIN | 44120 |
| LE PIN | 44124 |
| LES SORINIÈRES | 44198 |
| LES TOUCHES | 44205 |

| | |
|---------------------------|-------|
| LIGNE | 44082 |
| LOIREAUXENCE | 44213 |
| LOUISFERT | 44085 |
| LUSANGER | 44086 |
| MAISDON SUR SEVRE | 44088 |
| MALVILLE | 44089 |
| MARSAC-SUR-DON | 44091 |
| MAUVES-SUR-LOIRE | 44094 |
| MESANGER | 44096 |
| MONNIERES | 44100 |
| MONTOIR-DE-BRETAGNE | 44103 |
| MONTRELAIS | 44104 |
| MOUAIS | 44105 |
| MOUZEIL | 44107 |
| MOUZILLON | 44108 |
| NANTES | 44109 |
| NOTRE DAME DES LANDES | 44111 |
| ORVAULT | 44114 |
| UDON | 44115 |
| PAIMBOEUF | 44116 |
| PALLET | 44117 |
| PETIT-AUVERNE | 44121 |
| PETIT MARS | 44122 |
| PIERRIC | 44123 |
| PONT SAINT MARTIN | 44130 |
| PORT SAINT PERE | 44133 |
| POUILLE-LES-COTEAUX | 44134 |
| PRINQUIAU | 44137 |
| PUCEUL | 44138 |
| REZE | 44143 |
| ROUANS | 44145 |
| ROUGE | 44146 |
| RUFFIGNE | 44118 |
| SAFFRE | 44149 |
| SAINT AUBIN LES CHATEAUX | 44153 |
| SAINT BREVIN LES PINS | 44154 |
| SAINT FIACRE SUR MAINE | 44159 |
| SAINT JEAN DE BOISEAU | 44166 |
| SAINT JULIEN DE CONCELLES | 44169 |
| SAINT-JULIEN-DE-VOUVANTES | 44170 |
| SAINT LEGER LES VIGNES | 44171 |
| SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE | 44190 |
| SAINT-GEREON | 44160 |
| SAINT-HERBLAIN | 44162 |
| SAINT-MARS-DU-DESERT | 44179 |
| SAINT-NAZAIRE | 44184 |
| SAINT PERE EN RETZ | 44187 |
| SAINT-VINCENT-DES-LANDES | 44193 |
| SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE | 44172 |
| SAUTRON | 44194 |
| SAVENAY | 44195 |
| SION LES MINES | 44197 |
| SUCE-SUR-ERDRE | 44201 |
| THOUARE-SUR-LOIRE | 44204 |
| TRANS-SUR-ERDRE | 44207 |
| TRELLIERES | 44209 |
| TRIGNAC | 44210 |
| VALLONS DE L'ERDRE | 44180 |

VAY
VERTOU
VUE

44214
44215
44220



**Arrêté modificatif n°4 portant composition de la commission consultative de
l'environnement pour l'aéroport de Nantes-Atlantique (mandat 2020-2023)**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles R571-13, R571-70 et suivants ;
- VU** le code de l'urbanisme notamment les articles L112-3, R112-3 et suivants ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2020 modifié portant renouvellement de la composition de la commission consultative de l'environnement pour l'aéroport de Nantes-Atlantique (mandat 2020-2023) ;
- VU** le courriel du 1^{er} mars 2022 d'Air France informant de la nomination de M. Yves DEFAULT comme titulaire en remplacement de M. Patrick REBY, en qualité de chef d'escale Air France dans le 1^{er} collège ;
- VU** la délibération du conseil métropolitain du 24 mars 2022 désignant M. Jacques PINEAU pour siéger, en remplacement de M. Hervé NEAU, en qualité de représentant titulaire de Nantes Métropole dans le 2^{ème} collège ;
- VU** le courriel du 21 février 2022 de M. Paulo FERREIRA demandant un échange de représentation du Collectif des citoyens exposés au trafic aérien avec M. Eric AITKACI dans le 3^{ème} collège ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient de modifier l'arrêté préfectoral pré-cité afin de tenir compte de ces changements ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2020 portant renouvellement de la commission consultative de l'environnement pour l'aéroport de Nantes-Atlantique est modifié comme suit pour ce qui concerne :

Collège 1 Au titre des représentants des professions aéronautiques :

b) Représentants des usagers de l'aérodrome

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|--------------------------------------|--|
| M. Yves DEFAULT Air France | M. Patrick BATAILLE Air France |

Collège 2 Au titre des représentants des collectivités locales :

a-1) Représentants de Nantes Métropole

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|--|--|
| M. Jacques PINEAU Conseiller métropolitain Conseiller municipal de Rezé | M. Jacques GARREAU Vice-président de Nantes Métropole Maire de Bouaye |

Collège 3 Au titre des représentants des associations :

a) Représentants des associations de riverains de l'aérodrome :

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|---|---|
| M. Paulo FERREIRA Collectif des citoyens exposés au trafic aérien | M. Eric AITKACI Collectif des citoyens exposés au trafic aérien |

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de l'article 1 et de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2020 modifié restent inchangées

ARTICLE 3 : La composition de la commission consultative de l'environnement pour l'aéroport de Nantes-Atlantique est jointe en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique et la directrice de la sécurité de l'aviation civile ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loire-Atlantique et sera notifié aux membres de la commission.

Nantes, le **21 AVR. 2022**

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Pascal OTHÉGUY

Délais et voies de recours

Le demandeur dispose d'un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

En cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes.

Les tiers à la décision peuvent, dans les mêmes conditions que le demandeur, exercer leur droit de recours dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

Tél : 02.40.41.20.20

Mél : prefecture@loire-atlantique.gouv.fr

6, QUAI CEINERAY – BP33515 – 44035 NANTES CEDEX 1

ANNEXE

Composition en vigueur de la commission consultative de l'environnement pour l'aéroport de Nantes-Atlantique

Collège 1 Au titre des représentants des professions aéronautiques :

a) Représentants des personnels exerçant leur activité sur l'aérodrome

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|--|--|
| M. Guillaume GRAVELINE Contrôleur de la navigation aérienne SNA/Ouest | Mme Véronique COROUGE Contrôleuse de la navigation aérienne SNA/Ouest |
| M. Marc DELAUNAY Représentant du personnel AGO | En cours de désignation |
| M. Jean-Claude LAMOUREUX DGAC - CGT | M. Joël DELHOMMEAU DPAF représentant CHSCT |
| Mme Emilie BRUNET VOLOTEA | M. Mohammed JARRAD UNSA Hubsafe |
| M. Alexandre MONNIER Aviapartner | M. Olivier LEROUX Aviapartner |

b) Représentants des usagers de l'aérodrome

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|--|--|
| M. Yves DEFAULT Air France | M. Patrick BATAILLE Air France |
| M. Reginald OTTEN Easyjet | M. Thomas SCRIVA MARTY Easyjet |
| M. Florian BERNARDET Volotea | M. Olivier MERDRIGNAC Volotea |
| M. Benjamin BORDET Transavia | M. Hervé BOURY Transavia |
| M. Yves-Olivier LENORMAND Airbus | M. Stéphane GOURAUD Aviators |

c) Représentants de l'exploitant de l'aérodrome

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|---|------------------------------|
| Mme Valérie VESQUE-JEANCARD AGO | M. Hervé BIDET AGO |
| M Cyril GIROT AGO | M. Rémi MOTTE AGO |

Collège 2 – Au titre des représentants des collectivités locales :

a-1) Représentants de Nantes Métropole

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|---|---|
| M. Bertrand AFFILÉ Vice-président de Nantes Métropole Maire de Saint-Herblain | M. Aymeric SEASSEAU Conseiller métropolitain Adjoint au maire de Nantes |
| M. Fabrice ROUSSEL Vice-président de Nantes Métropole Maire de la Chapelle-sur-Erdre | M. Pascal PRAS Vice-président de Nantes Métropole Maire de Saint-Jean-de-Boiseau |
| M. Jacques PINEAU Conseiller métropolitain Conseiller municipal de Rezé | M. Jacques GARREAU Vice-président de Nantes Métropole Maire de Bouaye |
| M. Thomas QUERO Conseiller métropolitain Adjoint au maire de Nantes | M. Bassem ASSEH Conseiller métropolitain Adjoint au maire de Nantes |
| Mme Julie LAERNOES Vice-présidente de Nantes Métropole Adjointe au maire de Nantes | M. Laurent TURQUOIS Conseiller métropolitain Maire de Saint-Sébastien-sur-Loire |
| M. Alain VEY Conseiller métropolitain Maire de Basse-Goulaine | M. François BRILLAUD de LAUJARDIÈRE Conseiller métropolitain Maire du Pellerin |

a-2) Représentants des communes d’implantation de la plateforme aéroportuaire

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|---|---|
| M. Jean-Claude LEMASSON Maire de Saint-Aignan-Grandlieu | M. Frédéric CHAUCHET Conseiller municipal de Saint-Aignan-Grandlieu |
| Mme Sandra IMPERIALE Maire de Bouguenais | M. Philippe LE CORRE Conseiller municipal de Bouguenais |

b) Représentants des communes concernées par le bruit de l’aérodrome n’appartenant pas à Nantes Métropole

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|--|--|
| M. Johann BOBLIN Maire de La Chevrolière | M. Michel AURAY Conseiller municipal de La Chevrolière |
| M. Yannick FETIVEAU Maire de Pont Saint Martin | M. Youssef KAMLI Adjoint au maire de Pont Saint Martin |

c) Représentants des conseils régionaux et départementaux

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|--|---|
| M. Julien BAINVEL Conseiller régional des Pays de la Loire | En cours de désignation |
| M. Freddy HERVOCHON Vice-président du Conseil départemental de la Loire-Atlantique | M. Ugo BESSIERE Conseiller départemental de la Loire-Atlantique |

Collège 3 Au titre des représentants des associations

a) Représentants des associations de riverains de l'aérodrome :

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|--|---|
| M. Patrick DUCRET Association de défense des riverains de l'aéroport Nantes-Atlantique | M. Pierre-Yves SINOU Association de défense des riverains de l'aéroport Nantes-Atlantique |
| M. Dominique BOSCHET Association contre le survol de l'agglomération nantaise | M. Jean-Luc BLANCHARD Association contre le survol de l'agglomération nantaise |
| M. Gérard LEFEVRE Association contre le survol de l'agglomération nantaise | M. Lionel BITON Association contre le survol de l'agglomération nantaise |
| M. Dominique RAIMBOURG Association Sud-Loire Avenir | M. Didier RONTÉ Association Sud-Loire Avenir |
| M. Paulo FERREIRA Collectif des citoyens exposés au trafic aérien | M. Eric AITKACI Collectif des citoyens exposés au trafic aérien |
| M. François PAYNOT Pôle de compétitivité EMC2 | M. Laurent MANACH Pôle de compétitivité EMC2 |

b) Représentants des associations de protection de l'environnement concernées par l'environnement aéroportuaire

| TITULAIRES | SUPPLÉANTS |
|---|---|
| Mme Marie-Josèphe VEYRAC Société nationale de protection de la nature | M. Jean-Marc GILLIER Société nationale de protection de la nature |
| M. Michel JOUBIOUX Ligue protectrice des oiseaux | M. Jean-Michel MARCHAND Ligue protectrice des oiseaux |
| M. Xavier METAY France Nature Environnement | M. Philippe ROLLAND France Nature Environnement |
| M. Jérôme DYON CPIE Pays de Nantes Écopole | M. Christophe LACHAISE CPIE Pays de Nantes Écopole |
| M. Jean-Marie RAVIER Atelier Citoyen | M. Marc LACOSTE Atelier Citoyen |
| M. Michel CHAUSSE UDPN | En cours de désignation |